

## **Consultation à la demande de la Ministre des télécommunications concernant un projet de modification de l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques**

---

### **Comment réagir au présent document ?**

---

Jusqu'au 3 novembre 2025  
Uniquement par e-mail à [consultation.sg@ibpt.be](mailto:consultation.sg@ibpt.be)  
Avec la référence « Consult-2025-A5 »

Personne de contact : Michaël Vandroogenbroek, 1<sup>er</sup> Ingénieur-Conseiller (+32 2 226 88 11)

Merci de joindre ce [formulaire de couverture](#) à votre réponse.

Vos commentaires devraient se référer aux paragraphes et/ou sections auxquels ils se rapportent et indiquer clairement ce qui est confidentiel.

---

## **TABLE DES MATIÈRES**

1. Introduction .....	3
2. Propositions d'arrêté royal.....	4
3. Redevance unique.....	4
Annexe - Projet de modification de l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques .....	5

## 1. Introduction

1. La bande 26 GHz<sup>1</sup> a été identifiée comme la bande pionnière, au-dessus de 24 GHz (bandes millimétriques), pour la 5G en Europe.
2. Conformément à l'article 54 du Code des communications électroniques européen<sup>2</sup>, les États membres doivent autoriser l'utilisation d'au moins 1000 MHz de la bande 26 GHz, pour autant que des éléments de preuve démontrent clairement l'existence d'une demande du marché et l'absence de contraintes significatives concernant la migration des utilisateurs existants ou la libération de la bande, au plus tard le 31 décembre 2020, afin de faciliter le déploiement de la 5G.
3. La décision 2019/784/EU<sup>3</sup>, modifiée par la décision 2020/590/EU<sup>4</sup>, harmonise les conditions techniques de la disponibilité et de l'utilisation efficace du spectre dans la bande 26 GHz dans l'Union européenne.
4. Une première consultation publique concernant l'utilisation de la bande 26 GHz pour la 5G a été organisée par l'IBPT en avril 2019<sup>5</sup>. Celle-ci avait montré l'absence de demande du marché pour la bande 26 GHz.
5. Une deuxième consultation publique a été organisée par l'IBPT en septembre 2023<sup>6</sup>. Celle-ci n'a pas permis de démontrer clairement l'existence d'une demande immédiate du marché, mais a néanmoins montré une demande potentielle à partir de 2025.
6. En raison de ses caractéristiques radioélectriques, la bande 26 GHz est particulièrement adaptée à la fourniture de services nécessitant une bande passante élevée et une très faible latence, et ne nécessitant pas de zones de couverture étendues.
7. Les principaux cas d'usages potentiels sont :
  - l'accès fixe sans fil ou FWA<sup>7</sup> ;
  - la fourniture de services mobiles à larges bandes passantes basés sur le consommateur dans des zones ciblées où la capacité la plus élevée est nécessaire (événements sportifs, concerts, foires) ;
  - des applications industrielles spécifiques qui requièrent de larges bandes passantes.
8. Malgré l'identification de la bande 26 GHz comme bande pionnière pour la 5G, les déploiements restent extrêmement limités en Europe. Les causes probables sont le nombre limité de cas d'usages avec un modèle d'affaires pertinents associés et l'absence d'un écosystème de terminaux.
9. Deux consultations publiques sont publiées en même temps sur le site Internet de l'IBPT :
  - une consultation à la demande de la Ministre des télécommunications concernant un projet de modification de l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (ci-après « LCE ») (la présente consultation) ;

---

<sup>1</sup> Bande de fréquences comprises entre 24250 et 27500 MHz.

<sup>2</sup> Directive 2018/1972/UE du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen.

<sup>3</sup> Décision d'exécution 2019/784/UE de la Commission du 14 mai 2019 sur l'harmonisation de la bande de fréquences 24,25-27,5 GHz pour les systèmes de Terre permettant de fournir des services de communications électroniques à haut débit sans fil dans l'Union.

<sup>4</sup> Décision d'exécution 2020/590/UE de la Commission du 24 avril 2020 modifiant la décision 2019/784/UE en ce qui concerne la mise à jour des conditions techniques applicables à la bande de fréquences 24,25-27,5 GHz.

<sup>5</sup> Consultation organisée par le Conseil de l'IBPT concernant l'utilisation de la bande 26 GHz pour la 5G, du 30 avril au 14 juin 2019.

<sup>6</sup> Consultation du Conseil de l'IBPT concernant la demande du marché pour l'établissement et l'exploitation d'une installation émettrice dans la bande 26 GHz, du 1<sup>er</sup> septembre au 3 novembre 2023.

<sup>7</sup> *Fixed Wireless Access*.

- une consultation concernant le projet de proposition du Conseil de l'IBPT de deux arrêtés royaux relatifs à la bande 26 GHz (voir section 2).

## 2. Propositions d'arrêté royal

10. Une nouvelle consultation publique est actuellement organisée par l'IBPT sur une proposition du Conseil de l'IBPT de deux arrêtés royaux relatifs à la bande 26 GHz.
11. Le premier projet d'arrêté royal concerne les droits d'utilisation du spectre radioélectrique pour des opérateurs dans la bande 26 GHz (sous-bande 24700-27500 MHz).
12. Le deuxième projet d'arrêté royal concerne les autorisations de radiocommunications privées dans la bande 26 GHz (sous-bande 24250-24700 MHz).
13. De plus amples informations contextuelles sont contenues la consultation de l'IBPT.

## 3. Redevance unique

14. Pour obtenir des droits d'utilisation du spectre radioélectrique, les opérateurs sont tenus de payer une redevance unique conformément à l'article 30 de la LCE.
15. Le montant de la redevance unique est actuellement fixé, par l'article 30 de la LCE, pour les bandes de fréquences 700 MHz, 800 MHz, 900 MHz, 1400 MHz, 1800 MHz, 2100 MHz, 2600 MHz et 3600 MHz. Par contre, il n'est pas fixé pour la bande 26 GHz.
16. En 2019, l'IBPT a fait appel à un consultant indépendant pour étudier la problématique des redevances uniques et de la réglementation pour la bande 3600 MHz et pour la bande 26 GHz. Cette étude a été réalisée par Analysys Mason et a donné lieu au rapport « *Value of spectrum in the 3600MHz and 26GHz bands* » du 7 novembre 2019. L'IBPT a publié ce rapport sur son site Internet le 28 novembre 2019.
17. En 2019, le rapport d'Analysys Mason recommandait un montant de 4,7 millions d'euros par bloc de 200 MHz (pour 20 ans) en cas d'octroi à court terme de la bande 26 GHz. Le rapport suggérait cependant de ne pas octroyer la bande directement, mais d'attendre qu'on dispose de plus d'informations sur la technologie, la facilité d'utilisation et le potentiel de revenus de la bande 26 GHz.
18. Sur base du rapport d'Analysys Mason, le montant de 98 euros par MHz et par mois pourrait être inséré à l'article 30 de la LCE. Un projet de modification de l'article 30 de la LCE est annexé.

Bernardo Herman  
Membre du Conseil

Peggy Valcke  
Membre du Conseil

Stefaan Vyverman  
Membre du Conseil

Michel Van Bellinghen  
Président du Conseil

**Annexe - Projet de modification de l'article 30 de la loi du 13 juin 2005  
relative aux communications électroniques**

ROYAUME DE BELGIQUE	KONINKRIJK BELGIË
<b>SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL ÉCONOMIE, PME, CLASSES MOYENNES ET ÉNERGIE</b>	<b>FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE</b>
<b>Projet de loi portant modification de l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques</b>	<b>Wetsontwerp houdende wijziging van artikel 30 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie</b>
<b>Exposé des motifs</b>	<b>Memorie van toelichting</b>
Ce projet traite de la redevance unique minimale pour les droits d'utilisation des radiofréquences.	Dit ontwerp handelt over de minimale enige heffing voor gebruiksrechten voor radiofrequenties.
Conformément à l'article 54 du code des communications électroniques européen <sup>8</sup> , les États membres doivent autoriser l'utilisation d'au moins 1000 MHz de la bande 26 GHz <sup>9</sup> , pour autant que des éléments de preuve démontrent clairement l'existence d'une demande du marché et l'absence de contraintes significatives concernant la migration des utilisateurs existants ou la libération de la bande, au plus tard le 31 décembre 2020, afin de faciliter le déploiement de la 5G.	Conform artikel 54 van het Europees wetboek voor elektronische communicatie <sup>10</sup> moeten de lidstaten, om de uitrol van 5G te vergemakkelijken, <sup>11</sup> mogelijk maken mits er sprake is van een duidelijke markt vraag en er geen aanzienlijke beperkingen zijn voor de migratie van bestaande gebruikers of het vrijmaken van de band.
Il convient donc de prévoir une redevance unique minimale permettant d'acquérir, dans la bande 26 GHz, des droits d'utilisation en vue de l'exploitation d'un réseau et la fourniture de services de communications électroniques publics mobiles.	Er moet dus worden voorzien in een minimale enige heffing die toelaat gebruiksrechten te verwerven in de 26 GHz-band met het oog op de exploitatie van een netwerk en de verstrekking van openbare, mobiele elektronische-communicatiediensten.
Le montant que les opérateurs doivent payer à titre de redevance unique est fixé à l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (LCE).	Het bedrag dat de operatoren minimaal als enige heffing dienen te betalen wordt bepaald in artikel 30 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie (WEC).

<sup>8</sup> Directive 2018/1972/UE du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 *établissant le code des communications électroniques européen*.

<sup>9</sup> 24250-27500 MHz.

<sup>10</sup> Richtlijn 2018/1972/EU van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 *tot vaststelling van het Europees wetboek voor elektronische communicatie*.

<sup>11</sup> 24250-27500 MHz.

Les montants minimums pour chaque bande sont fixés pour les droits d'utilisation existants jusqu'à la fin de la durée de validité de ces droits. Pour la bande 26 GHz qui n'a pas encore été attribuée jusqu'à présent à des services large bande, il convient également de fixer un montant minimal pour la redevance unique. Le présent projet prévoit par conséquent une redevance unique pour les droits d'utilisation évoqués ci-dessus.	Voor elke band liggen de minimumbedragen vast voor de bestaande gebruiksrechten tot het eind van de geldigheidsdatum van deze rechten. Ook voor de 26 GHz-band die tot op heden nog niet toegekend werd aan breedbanddiensten dient er een minimaal bedrag voor de enige heffing bepaald te worden. Bijgevolg wordt door het voorliggende ontwerp voorzien in een enige heffing voor de hierboven aangehaalde gebruiksrechten.
Les conditions d'obtention et d'exercice des droits d'utilisation seront fixées par arrêté royal, notamment les redevances annuelles pour l'utilisation des fréquences. Le terme redevance « unique » indique que cette redevance est unique et doit être distinguée des redevances annuelles de mise à disposition qui sont dues pour les fréquences. Par conséquent, il va de soi que le paiement de la redevance unique ne dispense pas l'opérateur en question du paiement des redevances annuelles.	De voorwaarden voor het verkrijgen en de uitoefening van de gebruiksrechten zullen tegelijk worden vastgelegd bij koninklijk besluit, meer bepaald de jaarlijkse rechten voor het gebruik van de frequenties. De term "enige" heffing duidt erop dat deze vergoeding eenmalig is en onderscheiden moet worden van de jaarlijkse rechten voor de terbeschikkingstelling die verschuldigd zijn voor de frequenties. Het spreekt dan ook vanzelf dat de betaling van de enige heffing de operator in kwestie niet ontslaat van de betaling van de jaarlijkse rechten.
<b>COMMENTAIRE DES ARTICLES</b>	<b>ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING</b>
<b>CHAPITRE 1<sup>ER</sup> – Disposition générale</b>	<b>HOOFDSTUK 1. – Algemene bepaling</b>
<b>Article 1<sup>er</sup>.</b>	<b>Artikel 1</b>
Cet article ne nécessite aucun commentaire.	Dit artikel behoeft geen commentaar.
<b>CHAPITRE 2 - Modifications de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques</b>	<b>HOOFDSTUK 2 - Wijzigingen van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie</b>
<b>Article 2</b>	<b>Artikel 2</b>
<b>1. Le système des redevances visant à favoriser l'utilisation optimale des fréquences</b>	<b>1. Het systeem van rechten dat tot doel heeft het optimale gebruik van de frequenties te bevorderen</b>

<p>L'article 42 du code des communications électroniques européen offre aux États membres la possibilité de soumettre les droits d'utilisation pour les radiofréquences à des redevances. Cette possibilité est néanmoins assortie d'un certain nombre de conditions conformément à l'article 42.1 : d'une part, ces redevances doivent tenir compte de la nécessité d'assurer une utilisation optimale des radiofréquences ; d'autre part, ces redevances doivent être objectivement justifiées, transparentes et non-discriminatoires et proportionnées eu égard à la finalité pour laquelle elles sont destinées et tenir compte des objectifs généraux de cette directive. L'article 42.2 prévoit également que les États membres s'efforcent de veiller à ce que les redevances applicables soient fixées à un niveau garantissant une assignation et une utilisation efficaces du spectre radioélectrique. Les redevances proposées dans le cadre de la présente modification répondent à ces conditions.</p>	<p>Artikel 42 van het Europees wetboek voor elektronische communicatie biedt de lidstaten de mogelijkheid gebruiksrechten voor radiofrequenties te onderwerpen aan vergoedingen. Deze mogelijkheid is evenwel aan een aantal voorwaarden onderworpen volgens artikel 42.1: enerzijds moeten deze vergoedingen rekening houden met de noodzaak om ervoor te zorgen dat de radiofrequenties optimaal worden gebruikt; anderzijds moeten deze vergoedingen objectief gerechtvaardigd, transparant en niet-discriminerend zijn en in verhouding staan tot het beoogde doel (evenredig zijn) en rekening houden met de algemene doelstellingen van deze richtlijn. Artikel 42.2 schrijft verder voor dat de lidstaten ervoor trachten te zorgen dat het niveau van de vergoedingen efficiënte toewijzing en gebruik van het radiospectrum garandeert. De bij deze wijziging voorgestelde vergoedingen voldoen aan deze voorwaarden.</p>
<p><b>Article 42.1 du code des communications électroniques européen</b></p>	<p><b>Artikel 42.1 van het Europees wetboek voor elektronische communicatie</b></p>
<p><b>a) Quant à l'utilisation optimale des fréquences</b></p>	<p><b>a) Wat betreft het optimaal gebruik van de frequenties</b></p>
<p>Les fréquences sont une ressource rare que l'intérêt général et l'intérêt des utilisateurs de spectre commande d'utiliser de manière efficace et fonctionnelle.</p>	<p>De frequenties zijn een schaars middel dat omwille van het algemene belang en in het belang van de spectrumgebruikers op doeltreffende en functionele wijze moet worden gebruikt.</p>
<p>Subordonner le droit d'utiliser cette ressource rare au paiement d'une redevance reflétant la valeur de cette ressource rare incite les opérateurs à agir en ce sens. En effet, un opérateur souhaitera que le paiement d'une redevance pour les droits d'utilisation ait un rendement optimal. Il visera donc à utiliser le spectre en question de façon optimale.</p>	<p>Het recht om van dit schaarse middel gebruik te maken onderwerpen aan de betaling van een vergoeding die de waarde van dit schaarse middel weerspiegelt, zet de operatoren aan om dienovereenkomstig te handelen. Een operator zal immers de betaling van een vergoeding voor de gebruiksrechten optimaal willen laten renderen en zodoende een optimaal gebruik van het betreffende spectrum nastreven.</p>

<p>La redevance unique est une redevance payée par l'opérateur en contrepartie du droit individuel d'utiliser, pour une période définie, une quantité déterminée de fréquences affectées aux services de communications électroniques mobiles offerts au public : en payant ce droit, il acquiert un accès individuel à cette ressource rare. Il s'en trouve incité à utiliser ces fréquences et à ne conserver que celles dont il a besoin, ce qui favorise une utilisation optimale des fréquences.</p>	<p>De enige heffing is een vergoeding die een operator betaalt in ruil voor het individuele recht om, gedurende een bepaalde periode, een bepaald aantal frequenties te gebruiken voor de openbare mobiele elektronische-communicatiediensten: door de betaling van dit recht verwerft hij het recht op toegang tot deze schaarse hulpbron. Zo wordt hij aangezet om deze frequenties te gebruiken en enkel deze te behouden die hij nodig heeft, wat ten goede komt van een optimaal gebruik van het spectrum.</p>
<p>Le terme redevance « unique » indique que cette redevance est due intégralement à compter de l'obtention des droits d'utilisation. La redevance annuelle de mise à disposition des fréquences complète la redevance unique en rémunérant l'utilisation effective du spectre et les coûts administratifs de l'IBPT. Ce faisant, elle incite l'opérateur à rentabiliser les fréquences qu'il utilise, et donc à utiliser les fréquences de façon optimale. La redevance unique combinée à la redevance de mise à disposition des fréquences concourent donc au même objectif d'inciter les opérateurs à utiliser le spectre attribué de façon optimale et forment les deux facettes d'une même redevance. À cet égard, le considérant 100 du code des communications électroniques européen admet que les redevances pour les droits d'utilisation de fréquences soient composées d'un montant unique et d'un montant périodique.</p>	<p>De term "enige" heffing duidt erop dat deze vergoeding integraal verschuldigd is vanaf het verkrijgen van de gebruiksrechten. Het jaarlijkse recht voor terbeschikkingstelling van de frequenties vult de enige heffing aan door het doeltreffende gebruik van het spectrum en eveneens de administratieve kosten van het BIPT te vergoeden. Op deze manier zet het de operator aan om de frequenties die hij toegewezen kreeg te laten renderen en ze dus optimaal te gebruiken. De enige heffing en het recht voor de terbeschikkingstelling van de frequenties streven dus deels hetzelfde doel na, namelijk de operatoren aanzetten tot een optimaal gebruik van het toegewezen spectrum en vormen zo twee onderdelen van eenzelfde vergoeding. In dit kader laat overweging 100 van het Europees wetboek voor elektronische communicatie toe dat de vergoedingen voor de gebruiksrechten uit een enig bedrag en een periodiek bedrag bestaan.</p>
<p>La redevance unique ne fait donc pas double emploi avec les redevances annuelles mais vient s'y ajouter. Comme expliqué au point c) ci-dessous, la redevance unique est non-discriminatoire, justifiée objectivement et proportionnée eu égard à l'usage auquel les radiofréquences sont destinées. Comme expliqué au point d) ci-dessous, la redevance unique est conforme aux objectifs généraux du code des communications électroniques européen.</p>	<p>De enige heffing vormt dus geen dubbel gebruik met de jaarlijkse rechten maar is hier wel een aanvulling op. Zoals uiteengezet in punt c) hieronder is de enige heffing niet-discriminerend, objectief gerechtvaardigd en evenredig ten aanzien van het gebruik waartoe de radiofrequenties bestemd zijn. Zoals uiteengezet in punt d) hieronder is de enige heffing in overeenstemming met de algemene doelstellingen van het Europees wetboek voor elektronische communicatie.</p>
<p><b>b) Quant à la transparence</b></p>	<p><b>b) Wat betreft de transparantie</b></p>

<p>L'IBPT a fait appel à un consultant indépendant pour étudier la problématique des redevances uniques et de la réglementation pour les systèmes mobiles publics en vue de fixer des redevances uniques minimales. Ces études ont été réalisées par Analysys Mason qui ont donné lieu au rapport « <i>Value of spectrum in the 3600MHz and 26GHz bands</i> » du 7 novembre 2019 (ci-après « rapport »). L'IBPT a publié ce rapport sur son site Internet le 28 novembre 2019.</p>	<p>Het BIPT deed een beroep op een onafhankelijke consultant om de problematiek van de enige heffingen en de reglementering voor de publieke mobiele systemen te bekijken met het oog op het vaststellen van minimale enige heffingen. Deze studies werden uitgevoerd door Analysys Mason en resulteerden in het rapport « <i>Value of spectrum in the 3600MHz and 26GHz bands</i> » van 7 november 2019 (hierna "rapport"). Het BIPT heeft dit rapport op 28 november 2019 op zijn website gepubliceerd.</p>
<p>Dans le cadre ces études, il a été procédé à un benchmark des prix dans d'autres pays ainsi qu'à une analyse qualitative de la valeur du spectre. Ces résultats d'étude sont dès lors les résultats les plus fiables dont dispose les autorités belges pour fixer les valeurs minimales de la redevance unique. Il existe donc une transparence en ce qui concerne l'établissement de la redevance unique. Sur la base du mode de calcul de la redevance unique, tout débiteur peut en outre savoir quel montant il doit payer en fonction de la durée de validité de ses droits d'utilisation.</p>	<p>In het kader van deze studies werden een benchmark van de prijzen in andere landen en een kwalitatieve analyse van de waarde van het spectrum uitgevoerd. Deze studieresultaten zijn dan ook de meest betrouwbare resultaten waarover de Belgische overheid beschikt om de minimale waarden van de enige heffing vast te leggen. Er is dus transparantie voor wat betreft de totstandkoming van de enige heffing. Aan de hand van de berekeningswijze van de enige heffing kan bovendien elke schuldenaar weten welk bedrag hij moet betalen naargelang de geldigheidsduur van zijn gebruiksrechten.</p>
<p>La redevance unique présente donc toutes les qualités de transparence requises.</p>	<p>De enige heffing heeft dus alle vereiste eigenschappen inzake transparantie.</p>
<p><b><i>c) En ce qui concerne le caractère non discriminatoire, objectivement justifié et proportionné de la loi proposée</i></b></p>	<p><b><i>c) Wat betreft de niet-discriminerende, objectief gerechtvaardigde en evenredige aard van de voorgestelde wet</i></b></p>
<p>La redevance unique est nécessaire en complément de la redevance annuelle de mise à disposition des fréquences pour deux raisons.</p>	<p>De enige heffing is nodig als aanvulling op het jaarlijks recht voor terbeschikkingstelling van de frequenties om twee redenen.</p>

<p>Premièrement, la valeur des fréquences de services de communications électroniques mobiles offerts au public est infiniment plus grande que celle des autres bandes de fréquences de communications électroniques mobiles, et ce pour deux motifs. D'une part, ces fréquences sont extrêmement rares et l'accès à un bloc de fréquence est individuel par rapport à un opérateur. D'autre part, les bénéfices pouvant être générés par l'activité de services de communications électroniques mobiles offerts au public, que seules ces fréquences permettent d'exercer, sont incomparablement plus élevés que les bénéfices générés par l'utilisation d'autres bandes de fréquences.</p>	<p>Ten eerste is de waarde van de frequenties van openbare, mobiele elektronische-communicatiediensten veel groter dan die van de andere frequentiebanden, en dat om twee redenen. Enerzijds zijn deze frequenties uiterst schaars en is de toegang die tot een frequentieblok wordt gegeven individueel ten opzichte van een operator. Anderzijds is de winst die kan worden voortgebracht door de activiteit van openbare, mobiele elektronische-communicatiediensten, welke enkel dankzij deze frequenties kunnen worden verstrekt, heel wat hoger dan de winst die wordt voortgebracht door de activiteiten voortgebracht door het gebruik van andere frequentiebanden.</p>
<p>Deuxièmement, il est nécessaire que les opérateurs soient incités à utiliser leurs fréquences de manière efficace de manière à ce qu'ils n'acquière que les droits d'utilisation dont ils ont réellement besoin. Afin de constituer un tel incitant, la redevance unique est due indépendamment de l'utilisation effective ou non des fréquences. Elle est en outre due tant lors de l'octroi que lors de la reconduction de ces droits d'utilisation, pour la période y afférente.</p>	<p>Ten tweede is het nodig dat de operatoren worden aangespoord om hun frequenties efficiënt te gebruiken zodat ze enkel de gebruiksrechten verwerven die ze werkelijk nodig hebben. Om een dergelijke stimulans te vormen, is de enige heffing verschuldigd ongeacht of de frequenties al dan niet daadwerkelijk worden gebruikt. Ze is bovendien zowel verschuldigd bij de toekenning als bij de verlenging van deze gebruiksrechten voor de betreffende periode.</p>
<p>Enfin, la redevance unique est due entièrement en début de période et le demeure même en cas de restitution de fréquences en cours de période. L'opérateur doit ainsi renoncer aux fréquences avant le début de chaque période de reconduction des droits d'utilisation (le début de la période constituant le fait générateur de la redevance unique) pour ne plus devoir payer la redevance unique.</p>	<p>Ten slotte is de enige heffing in haar geheel te betalen bij de toekenning van de gebruiksrechten en blijft ze dat zelfs bij teruggave van de gebruiksrechten voor het verstrijken ervan. De operator moet aldus afstand doen van de frequenties voor het begin van elke periode van verlenging van de gebruiksrechten (waarbij de verlenging het feit vormt dat aanleiding geeft tot de enige heffing) om de enige heffing niet meer verschuldigd te zijn.</p>
<p>Ces modalités sont logiques dès lors que la contrepartie de la redevance unique est l'accès individuel donné aux fréquences pour une période donnée.</p>	<p>Deze voorwaarden zijn logisch aangezien het tegenwicht van de enige heffing de individuele toegang tot de frequenties is die voor een bepaalde periode wordt gegeven.</p>

<p>Le montant de la redevance unique est fixé par MHz par mois. Ce montant est donc proportionnel, pour chaque opérateur, au nombre de fréquences qu'il détient et à la durée de validité de ses droits d'utilisation sur celles-ci. Ce mode de calcul est proportionné pour deux raisons :</p>	<p>Het bedrag van de enige heffing wordt bepaald per MHz en per maand. Dat bedrag is dus voor elke operator rechtvaardig aan het aantal frequenties dat hij heeft, alsook aan de geldigheidsduur van zijn gebruiksrechten daarop. Die berekeningswijze is evenredig om twee redenen:</p>
<p>- les capacités d'un réseau sont directement liées au nombre de fréquences utilisées : avec un nombre double de fréquences et un trafic moyen par client constant, un opérateur double ainsi le nombre de clients pouvant être servis en même temps ;</p>	<p>- de capaciteit van een netwerk is rechtstreeks verbonden aan het aantal gebruikte frequenties: met een dubbel aantal frequenties en een constant gemiddeld verkeer per klant, verdubbelt een operator aldus het aantal klanten die tegelijk kunnen worden bediend;</p>
<p>- plus un opérateur détient des fréquences longtemps, plus il peut les rentabiliser.</p>	<p>- hoe langer een operator frequenties houdt, hoe rendabeler hij ze kan maken.</p>
<p>La redevance unique (par quantité de spectre et par mois) est en outre la même pour tous les opérateurs se trouvant dans une même bande de fréquences de sorte qu'il n'est pas possible d'appliquer des traitements différents.</p>	<p>De enige heffing (per hoeveelheid spectrum en per maand) is bovendien dezelfde voor alle operatoren die zich in eenzelfde frequentieband bevinden zodat er geen verschillende behandelingen kunnen worden gehanteerd.</p>
<p>La redevance est calculée par MHz, de sorte que l'opérateur puisse évaluer la quantité de spectre qu'il estime nécessaire de conserver en début de période.</p>	<p>De heffing wordt berekend per MHz, zodat de operator de hoeveelheid spectrum kan evalueren die hij nodig acht om aan het begin van de periode te behouden.</p>
<p>Enfin, le montant de la redevance unique est calculé en fonction de la bande de fréquences concernée étant donné que les perspectives de rentabilité varient en fonction de cette bande de sorte que la valeur des fréquences varie selon la bande de fréquences.</p>	<p>Ten slotte wordt het bedrag van de enige heffing berekend naargelang van de betreffende frequentieband omdat de vooruitzichten inzake rentabiliteit variëren naargelang van die band zodat de waarde van de frequenties varieert volgens de frequentieband.</p>
<p>En effet, plus la bande de fréquences est basse, plus la portée des sites d'antennes qui utilisent cette bande de fréquences sera grande, de sorte que le nombre de sites d'antenne à installer est moins important. Cela réduit le montant des investissements à réaliser. Il est également tenu compte des perspectives en matière d'exploitation commerciale et de positionnement stratégique offertes par la bande de fréquences.</p>	<p>Hoe lager immers de frequentieband, hoe groter het bereik van de antennesites die gebruikmaken van deze frequentieband, zodat het aantal te installeren antennesites kleiner is. Dit verlaagt het bedrag van de investeringen die moeten worden gedaan. Tevens wordt rekening gehouden met de vooruitzichten inzake commerciële exploitatie en strategische positionering die door de frequentieband wordt geboden.</p>

<p><b>d) <i>Prise en compte des objectifs généraux du code des communications électroniques européen</i></b></p>	<p><b>d) <i>Rekening houden met de algemene doelstellingen van het Europees wetboek voor elektronische communicatie</i></b></p>
<p>La redevance unique prend en compte les objectifs généraux du code des communications électroniques européen de la façon suivante :</p>	<p>De enige heffing houdt rekening met de algemene doelstellingen van het Europees wetboek voor elektronische communicatie op de volgende manier:</p>
<p>- En incitant les opérateurs à ne pas adopter de comportements d'accaparement des fréquences et à utiliser le spectre d'une manière efficace, elle favorise la concurrence (article 3.2.b) du code des communications électroniques européen) .</p>	<p>- Door de operatoren ertoe aan te sporen om geen hamstergedrag aan te nemen in verband met de frequenties en om het spectrum efficiënt te gebruiken, bevordert zij de concurrentie (artikel 3.2.b) van het Europees wetboek voor elektronische communicatie).</p>
<p>- En incitant les opérateurs à libérer les fréquences non utilisées, la redevance unique renforce les chances pour chacun de disposer des fréquences dont il a besoin. Ce faisant, elle contribue au développement du marché intérieur (article 3.2.c) du code des communications électroniques européen).</p>	<p>- Door de operatoren ertoe aan te sporen om de ongebruikte frequenties vrij te geven, verhoogt de enige heffing voor iedereen de kansen om over frequenties te beschikken die hij nodig heeft. Op die manier draagt ze bij tot de ontwikkeling van de interne markt (artikel 3.2.c) van het Europees wetboek voor elektronische communicatie).</p>
<p>- Enfin, en favorisant le développement de la concurrence, la redevance unique sert les intérêts des consommateurs et donc, des citoyens de l'Union européenne (article 3.2.d) du code des communications électroniques européen).</p>	<p>- Door ten slotte de ontwikkeling van de concurrentie te begunstigen, dient de enige heffing de belangen van de consumenten en dus van de burgers van de Europese Unie (artikel 3.2.d) van het Europees wetboek voor elektronische communicatie).</p>
<p><b>Article 42.2 du code des communications électroniques européen</b></p>	<p><b>Artikel 42.2 van het Europees wetboek voor elektronische communicatie</b></p>
<p>Ce projet vise à garantir une assignation et une utilisation efficaces du spectre radioélectrique en définissant des prix de réserve à titre de redevances minimales, en ayant égard à la valeur du spectre (article 42.2.a)). Il s'agit en effet du principe de redevances uniques qui sont fixées en tenant compte des études détaillées d'Analysys Mason citées ci-dessus et ci-après concernant la valeur du spectre.</p>	<p>Dit ontwerp beoogt om efficiënte toewijzing en gebruik van radiospectrum te garanderen door reserveprijzen vast te stellen als minimumvergoeding door rekening te houden met de waarde van het spectrum (artikel 42.2. a)). Dat is immers het principe van de enige heffingen die vastgelegd worden rekening houdend met de hierboven en verder genoemde uitgebreide studies van Analysys Mason i.v.m. de waarde van het spectrum.</p>

<p>Les modalités de paiement de la redevance unique sont, dans la mesure du possible, liées à la disponibilité réelle pour l'utilisation du spectre radioélectrique (article 42.2.c)). Ce principe est déjà repris dans le texte actuel de l'article 30 de la LCE (§ 1er/1) : la redevance unique ne doit être payée qu'au début de la période de validité des droits d'utilisation.</p>	<p>De betalingsregeling van de enige heffing wordt zo veel mogelijk in verband met de daadwerkelijke beschikbaarheid voor het gebruik van het radiospectrum toegepast (artikel 42.2. c)). Dit principe is al opgenomen in de huidige tekst van artikel 30 van de WEC (§ 1/1): de enige heffing dient pas betaald te worden bij de aanvang van de geldigheidsduur van de gebruiksrechten.</p>
<p><b>2. Redevance unique pour la bande 26 GHz</b></p>	<p><b>2. Enige heffing voor de 26 GHz-band</b></p>
<p>Le présent projet prévoit une redevance unique pour la bande 26 GHz.</p>	<p>Dit ontwerp voorziet in een enige heffing voor de 26 GHz-band.</p>
<p>Il prévoit un montant minimal avant attribution des droits d'utilisation dans ces bandes (qu'il s'agisse d'une mise aux enchères, d'un concours de beauté ou d'un autre type de procédure). Dans le cas d'une mise aux enchères, ce montant minimum vaut comme enchère de départ pour les candidats et constituerait le montant de la redevance unique en l'absence de surenchères.</p>	<p>Het voorziet in een minimumbedrag voorafgaand aan de toewijzing van gebruiksrechten in deze banden (ongeacht of het een veiling, schoonheidswedstrijd of een andere soort van procedure betreft). In geval van een veiling geldt dit minimumbedrag als het aanvangsbod voor de kandidaten en zou het het bedrag van de enige heffing vormen als hogere biedingen uitblijven.</p>
<p>Les recommandations d'Analysys Mason pour les redevances uniques sont exprimées en euros par bloc de 200 MHz :</p>	<p>De aanbevelingen van Analysys Mason voor de enige heffingen zijn uitgedrukt in euro per blokken van 200 MHz:</p>
<p>- « <i>Considering the limitations discussed above, including the band coverage characteristics, the deployment cost and the potential roll-out strategies, we recommend setting a price of EUR4.7 million per block of 200MHz, which corresponds to EUR0.0020/MHz/pop, which is lower than the benchmark prices.</i> » Traduction libre : «<i>Compte tenu des limites abordées ci-dessus, y compris les caractéristiques en matière de couverture de la bande, le coût de déploiement et les stratégies de déploiement potentielles, nous recommandons de fixer un prix de 4,7 millions EUR par bloc de 200 MHz, ce qui correspond à 0,002 EUR/MHz/pop, à savoir un prix inférieur aux prix de référence.</i> » (section 4.3, page 19 du rapport).</p>	<p>- "<i>Considering the limitations discussed above, including the band coverage characteristics, the deployment cost and the potential roll-out strategies, we recommend setting a price of EUR4.7 million per block of 200MHz, which corresponds to EUR0.0020/MHz/pop, which is lower than the benchmark prices.</i>" Vrije vertaling: "<i>Gelet op de hierboven vermelde beperkingen, waaronder de karakteristieken van de banddekking, de kosten voor de aanleg en de potentiële uitrolstrategieën, bevelen wij aan om een prijs te bepalen van 4,7 miljoen EUR per blok van 200 MHz, wat overeenkomt met 0,0020 EUR/MHz/pop, wat lager is dan de standaardprijzen.</i>" (deel 4.3, pagina 19 van het rapport).</p>

Le montant en euros par bloc de 200 MHz a été transformé en montants par MHz et par mois sur base d'une durée des autorisations de 20 ans.	Het bedrag in euro per blok van 200 MHz werd omgezet in bedragen per MHz en per maand op basis van een duur van de vergunningen van 20 jaar.
Le montant final par MHz et par mois sert ensuite de base pour le calcul de la redevance unique tant pour l'attribution que pour la reconduction des droits d'utilisation des fréquences pour la période en question.	Het eindbedrag per MHz en per maand wordt vervolgens als basis genomen voor de berekening van de enige heffing zowel voor de toekenning als bij de verlenging van de gebruiksrechten van de frequenties voor de betreffende periode.
Vu les éléments qui précèdent, le présent projet remplit les conditions de l'article 42 du code des communications électroniques européen.	Gelet op de voorgaande elementen voldoet voorliggend ontwerp aan de voorwaarden van artikel 42 van het Europees wetboek voor elektronische communicatie.
<b>3. Autres</b>	<b>3. Overige</b>
Le § 1er/2 de l'article 30 concerne la reconduction des autorisations. Le deuxième alinéa de ce paragraphe stipule que le montant de la redevance unique correspond à la redevance unique visé au § 1er/1, premier alinéa. Or les différents montants sont fixés au troisième alinéa du § 1er/1. Raison pour laquelle il est plus clair de référer au troisième alinéa au lieu du premier alinéa. Il s'agit donc uniquement d'une précision et non d'une modification du contenu.	§ 1/2 van artikel 30 betreft de verlenging van de vergunningen. In het tweede lid van die paragraaf wordt bepaald dat het bedrag van de enige heffing overeenstemt met de enige heffing bedoeld in § 1/1, eerste lid. De verschillende bedragen worden echter vastgesteld in het derde lid van § 1/1. Vandaar is het duidelijker te verwijzen naar het derde lid in plaats van naar het eerste lid. Het gaat hier dus enkel om een precisering en niet om een inhoudelijke wijziging.

Projet de loi	Ontwerp van wet
PHILIPPE, Roi des Belges, A tous, présents et à venir, Salut.	FILIP, Koning der Belgen, Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
Sur la proposition du Ministre des Télécommunications ;	Op de voordracht van de Minister van Telecommunicatie;
<b>NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :</b>	<b>HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ:</b>
Le Ministre des Télécommunications est chargé de présenter et de déposer au Parlement le projet de loi dont la teneur suit :	De Minister van Telecommunicatie is ermee belast het ontwerp van wet, waarvan de tekst hierna volgt, in onze naam aan het Parlement voor te leggen en in te dienen:
<b>CHAPITRE 1<sup>er</sup>. – Disposition générale</b>	<b>HOOFDSTUK 1. - Algemene bepaling</b>
<b>Article 1<sup>er</sup>.</b> La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.	<b>Artikel 1.</b> Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.
<b>CHAPITRE 2 - Modifications de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques</b>	<b>HOOFDSTUK 2 - Wijzigingen van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie</b>
<b>Art. 2.</b> Dans l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, modifié par les lois du 15 mars 2010, du 29 mai 2013, du 27 mars 2014, du 27 juin 2021 et du 21 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :	<b>Art. 2.</b> In artikel 30 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, gewijzigd bij de wetten van 15 maart 2010, 29 mei 2013, 27 maart 2014, 27 juni 2021 en 21 december 2021 worden de volgende wijzigingen aangebracht:
1° le paragraphe 1 <sup>er</sup> /1, alinéa 3, inséré par la loi du 15 mars 2010, modifié par la loi du 29 mai 2013 et par la loi du 27 juin 2021, est complété par le 11°, rédigé comme suit:	1° paragraaf 1/1, derde lid, ingevoegd bij de wet van 15 maart 2010, gewijzigd bij de wet van 29 mei 2013 en bij de wet van 27 juni 2021, wordt aangevuld met de bepaling onder 11°, luidende:
« 11° 98 euros par MHz et par mois pour la bande de fréquences 24250-27500 MHz. »	“11° 98 euro per MHz en per maand voor de frequentieband 24250-27500 MHz.”
2° dans le paragraphe 1 <sup>er</sup> /2, alinéa 2, inséré par la loi du 15 mars 2010, les mots « premier alinéa » sont remplacés par les mots « troisième alinéa ».	2° in paragraaf 1/2, tweede lid, ingevoegd bij de wet van 15 maart 2010, worden de woorden "eerste lid" vervangen door de woorden "derde lid".

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le <i>Moniteur belge</i> .	Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het <i>Belgisch Staatsblad</i> zal worden bekendgemaakt.
Donné à Bruxelles, le	Gegeven te Brussel,
PHILIPPE Par le Roi :	FILIP Van Koningswege:
La Ministre des Télécommunications,	De Minister van Telecommunicatie,
Vanessa Matz  Scellé du sceau de l'Etat :  La Ministre de la Justice,  Annelies Verlinden	Vanessa Matz  Met 's Lands zegel gezegeld:  De Minister van Justitie,  Annelies Verlinden